

La quinzaine qui s'annonce promet d'être sportive et pas forcément très équilibrée sur les plans politique et médiatique : le candidat Macron, déjà adoubé par la Bourse et les banques au regard de la bonne journée des valeurs financières le lendemain du premier tour, a reçu le soutien d'une grande partie de la classe politique, syndicale et patronale, dans une sorte de consensus qui rappelle l'union sacrée de 2005 pour la Constitution européenne, union qui avait, en définitive, ligüées toutes les contestations en un « Non » puissant et finalement victorieux.

Durant cette quinzaine, les arguments des partisans de M. Macron seront principalement « européens et économiques », même si le candidat en appelle désormais aux « patriotes » contre « les nationalistes » que représenterait son adversaire et les « eurosceptiques » qui la soutiendraient, étiquettes faciles et un peu simplistes, du moins si l'on prend la peine de définir les mots que l'on emploie, ce qu'évitent soigneusement de faire MM. Hollande, Cambadélis et consorts. Mais au-delà du nationalisme supposé de Mme Le Pen, c'est aujourd'hui **le protectionnisme qui semble le plus morigéné et dénoncé par l'actuel locataire de l'Élysée et les milieux patronaux**

, avec une violence parfois surprenante : cette ardeur aurait pourtant mérité meilleur usage, en particulier face aux délocalisations des multinationales comme Mittal et

Whirlpool

, et contre le chômage qui ronge aussi sûrement notre pays que l'endettement public notre crédibilité en Union européenne...



à s'orienter vers des arguments supplémentaires pour un protectionnisme solidaire,